

ASS/GF/II/MG

2024-088

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 10 SEPTEMBRE 2024**

<b>OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024</b>			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 24	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 4 septembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix septembre à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, Mme Martine JAFFUS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Christine BÉNET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVES, Mme Virginie JULIAN à Mme Sylvie DANRÉ, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA, Mme Marie-Claude MARTINEZ à M. Thierry DENARD,

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Michel MASUYER

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240910-2024-088-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/09/2024  
Publication : 16/09/2024

Pour le Maire



## PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 25 JUIN 2024

### Ordre du jour

#### **Fonctionnement des institutions communales**

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 28 mai 2024
2. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

#### **Ressources humaines**

3. Instauration de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE)

#### **Finances**

4. Subventions annuelles aux associations 2024 – (2)
5. Subvention exceptionnelle à l'association sportive du collège Joseph Anglade

#### **Gestion des services publics**

6. Rapport sur les travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux 2023
7. Rapports Annuels des Délégués de service public pour l'Eau potable (VÉOLIA) et l'Assainissement (SAUR) pour l'exercice 2023 – Annexes

#### **Gestion du domaine foncier communal**

8. Convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS sur la parcelle cadastrée BD 0001 Rue Gustave Eiffel – Annexes
9. Convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS sur la parcelle cadastrée AB 868 Avenue des Pins – Annexes

#### **Urbanisme et aménagement**

10. Approbation de la convention cadre pour l'instauration de servitudes d'ancrage sur des façades d'immeubles privés – Annexe
11. Avis consultatif du Conseil municipal sur la création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières

#### **Éducation, animation et jeunesse**

12. Règlement du fonctionnement des services scolaires et périscolaires – Annexe
13. Convention d'habilitation informatique « structures » concernant la mise en ligne sur le site monenfant.fr de données relatives aux établissements et services référencés sur le site – Annexe

### Questions diverses

**NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE TRANSMISES**

## DOSSIER N° 1

Voir le dossier envoyé

## DOSSIER N° 2

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2024-38	23/05/2024	Convention de mise à disposition de moyens humains et matériels entre la Commune de Lézignan-Corbières et l'Union des Délégués Départementaux de l'Education Nationale de l'Aude (DDEN 11), pour l'organisation d'une exposition de panneaux créés par l'Office National des Combattants et des Victimes de Guerre (ONACVG) sur le thème « Les français libres et leur chef, le Général de Gaulle », du 3 juin au 6 juin 2024, à titre gracieux
2024-39	29/05/2024	Autorisation d'occupation temporaire du terrain de camping municipal accordée aux gestionnaires de la SARL Camping La Pinède jusqu'au 1er septembre 2024 pour un montant global et forfaitaire de 500 euros. Cette AOT est nécessaire pour le stockage de leurs biens de reprise et de leurs biens propres dans l'attente de l'issue de la procédure de DSP.
2024-40	04/06/2024	Contrat de prestation de service entre la commune de Lézignan-Corbières et la société AMK pour la réalisation de la transcription des procès-verbaux des séances du Conseil Municipal. Facturation pour chaque séance après livraison pour un montant de 120 euros HT (144 euros TTC) pour une heure d'enregistrement sonore.
2024-41	31/05/2024	Convention de mise à disposition d'un bien communal public précaire entre la Commune et Mme LC : maison individuelle située 6 rue du château, à titre précaire et à loyer modéré ; à partir du 01 juin 2024 et pour une durée d'un mois.

2024-42	04/06/2024	Convention de mise à disposition temporaire d'un bien communal au profit de Mme Marlène PAILHIEZ et M. Julien PAILHIEZ dans le cadre de l'accord transactionnel passé le 18 avril 2024. Le contrat de travail de Mme Marlène PAILHIEZ prévoit la mise à disposition de la maison située sur le camping à titre gratuit du 19 avril au 30 novembre 2024 afin d'y exercer une mission de gardiennage.
---------	------------	---

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

### **DOSSIER N° 3**

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : INSTAURATION DE L'INDEMNITÉ FORFAITAIRE COMPLÉMENTAIRE POUR ÉLECTIONS (IFCE)

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 et L.2121-29 ;

Vu le Code général de la fonction publique, notamment son article L.714-4 ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,

Vu le décret n°91-875 du 06 septembre 1991 pris pour l'application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Vu l'arrêté ministériel du 27 février 1962, modifié relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être allouées à certains fonctionnaires communaux,

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2014 modifié fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés,

Considérant qu'il appartient au Conseil municipal d'instaurer l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections (IFCE) aux agents ayant accompli des travaux supplémentaires à l'occasion d'une consultation électorale visée par l'arrêté du 27 février 1962 et qui ne peuvent bénéficier du régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires, en déterminant le crédit global affecté à cette indemnité.

Considérant que l'IFCE fait partie des éléments de rémunération liés à une sujétion particulières et que seuls les agents employés par une commune sont susceptibles de la percevoir.

Lors des élections présidentielles, législatives, régionales, départementales, municipales, européennes et les consultations par voie de référendum, certains agents municipaux sont amenés à effectuer des heures supplémentaires (tenue des bureaux de vote, montage et démontage du matériel, organisation et logistique des scrutins). Ces travaux supplémentaires effectués par les agents lors de ces consultations électorales peuvent être compensés de trois manières différentes :

- Soit en récupérant le temps de travail effectué,
- Soit par le paiement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les agents éligibles aux Indemnités Horaires pour Travaux supplémentaires (I.H.T.S.),
- Soit pour les autres, par la perception de l'indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections (I.F.C.E.).

- Les agents titulaires et contractuels relevant de la catégorie A ne peuvent bénéficier de l'I.H.T.S. et ne peuvent percevoir que l'I.F.C.E. pour leur participation aux scrutins électoraux.

Le montant de référence est celui de l'IFTS de 2<sup>ème</sup> catégorie auquel est appliqué le coefficient qui peut être fixé entre 0 et 8 multiplié par le nombre de bénéficiaires relevant de la catégorie A (Attaché territorial).

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'instituer** selon les modalités et suivant les montants définis dans l'arrêté du 27 février 1962 et du décret 2002-63, l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections et de préciser que le montant de référence de calcul sera celui de l'I.F.T.S. de 2<sup>ème</sup> catégorie assortie d'un coefficient 8.

**2/ D'étendre** le bénéfice de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections aux agents contractuels de droit public de la commune selon les mêmes conditions et modalités que celles applicables aux fonctionnaires des grades et fonctions de référence.

**3/ D'autoriser** le Maire à fixer les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits et les modalités de calcul de l'Indemnité Forfaitaire Complémentaire pour Elections.

**4/ De décider** que le paiement de cette indemnité sera effectué après chaque tour de consultations électorales.

Il convient d'en délibérer

#### **DOSSIER N° 4**

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : SUBVENTIONS ANNUELLES AUX ASSOCIATIONS 2024 – (2)

Vu l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu la délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024 portant vote du budget primitif du budget principal et des budgets annexes,

Vu la délibération n° 2024-071 du 28 mai 2024 attribuant les premières subventions de fonctionnement pour l'exercice 2024,

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M57, le Conseil municipal délibère sur le versement des subventions annuelles aux associations. Il y a lieu de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la municipalité à la vie associative.

Il est proposé aujourd'hui d'arrêter les montants des subventions annuelles aux associations qui n'avaient pas pu présenter un dossier complet avant la réunion de la commission pour attribution qui s'était réunie avant la séance du Conseil municipal du 28 mai 2024.

Considérant que les associations concernées ont déposé un dossier de demande de subvention complet et participent bien au développement d'actions d'intérêt local,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours,

Il est proposé au Conseil municipal de verser aux associations les subventions annuelles comme suit :

**SUBVENTIONS ANNUELLES DE FONCTIONNEMENT**

ASSOCIATIONS	2024
FOOTBALL CLUB LÉZIGNANAIS section féminine	5 000 €
FCL XIII section jeunes	10 000 €
PATRIMOINE ET CULTURE DU LÉZIGNANAIS	300 €
MONTANT TOTAL	15 300 €

Il est demandé Conseil municipal :

**1/ De verser** aux associations les subventions annuelles pour l'exercice 2024 pour un montant total de 15 300 euros selon les données présentées ci-dessus.

**2/ De dire** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 à l'imputation comptable 65748, budget adopté par le Conseil municipal dans la délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024.

Il convient d'en délibérer.

**DOSSIER N° 5**

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION SPORTIVE DU COLLÈGE JOSEPH ANGLADE

Considérant que pour l'accomplissement des missions d'intérêt général présentant un intérêt local, les associations de la loi du 1er juillet 1901 qui œuvrent dans le domaine social, culturel ou sportif peuvent, en tant qu'organisme à but non lucratif, recevoir des aides de la commune.

La commune a fait l'objet d'une sollicitation par le Président de l'association sportive du Collège Joseph Anglade afin de couvrir, en tout ou partie, les dépenses de transport, d'hébergement pour les six élèves et deux accompagnants sélectionnés aux championnats UNSS d'athlétisme qui se sont déroulés à Belfort, du 17 au 20 juin 2024.

L'aide financière sollicitée pour ce projet revêt de nombreux objectifs pédagogiques et valorisera la formation des élèves de notre commune.

L'association participera bien au développement d'actions d'intérêt local.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours, il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'apporter** un soutien financier à ce projet.

**2/ De fixer** le montant de la subvention à 1 000 euros, attribuée à l'Association du collège Joseph Anglade, support de ce projet.

**3/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 6**

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX 2023

Vu l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales relatif à la Commission consultative des services publics locaux,

Vu l'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales relatif aux commissions du Conseil municipal,

Vu la délibération n° 2023-104 du 29 août 2023 portant modification de la composition de la Commission consultative des services publics locaux,

Vu la réunion de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 27 septembre 2023,

La loi prévoit que le Président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux présente à son assemblée délibérante, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

### **Le rapport des travaux de la Commission pour l'année 2023 est le suivant :**

- La composition de la Commission consultative des services publics locaux a été renouvelée par le Conseil municipal le 29 août 2023. Sa composition est la suivante :

-Président de droit : Le Maire, M. Gérard FORCADA

-Titulaires : Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA et M. Thierry DENARD

-Suppléants : Mme Mireille SANTINI, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie DANRÉ, M. Daniel LARRIGOLE et Mme Sophie COURRIÈRE

-Des représentants de la société civile et de consommateurs : le représentant de l'UFC « Que choisir » de l'Aude, le représentant de l'« Union départementale des Associations Familiales de l'Aude », et le représentant de l'association « Consommation, logement et cadre de vie ».

- La Commission s'est réunie une fois, le mercredi 27 septembre 2023. Les points de l'ordre du jour de cette réunion étaient les suivants :

-L'examen du Rapport Annuel du Délégué du Service Public de l'Eau potable pour 2022 (Rapport présenté par des représentants de Véolia)

-L'examen du Rapport Annuel du Délégué du Service Public de l'Assainissement pour 2022 (Rapport présenté par des représentants de la SAUR)

-L'examen du Rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement (Rapport présenté par les services techniques de la commune)

- Le compte-rendu de la réunion mentionne qu'après que les membres de la Commission aient posé différentes questions et obtenu des réponses apportées par les rapporteurs, ces trois documents n'ont pas fait l'objet de remarque particulière.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte du présent rapport sur les travaux de la Commission consultative des services publics locaux pour l'année 2023.



## **DOSSIER N° 7**

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DES SERVICES PUBLICS

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : RAPPORTS ANNUELS DES DÉLÉGATAIRES DE SERVICE PUBLIC POUR L'EAU POTABLE (VÉOLIA) ET L'ASSAINISSEMENT (SAUR) POUR L'EXERCICE 2023 – ANNEXES

Vu les articles L 1411-13 et L 1411-14 du CGCT ;

Vu les articles L 3131-5 et R 3131-2 et suivants du Code de la commande publique ;

Vu l'article L 1411-3 du CGCT qui prévoit que le délégataire d'un service public produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Vu l'article 129 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'article 14 de la loi « Engagement et Proximité » n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu les rapports annuels 2023 des délégataires pour le service public d'eau potable (Véolia) et pour le service public d'assainissement (Saur) ;

Vu l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 14 juin 2024,

Considérant que les Rapports Annuels des Délégataires ont pour vocation d'apporter aux élus, dans un premier temps, puis aux administrés dans un second temps, des informations utiles sur les services publics concernés,

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

**1/ Prendre acte** de la présentation du Rapport Annuel du Délégué du service de l'eau par le délégataire Véolia, ainsi que du Rapport Annuel du service de l'assainissement par le Délégué Saur pour l'exercice 2023 tels qu'annexés à la présente.

**2/ Autoriser** M. le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier, à en assurer la diffusion auprès des autorités compétentes et du public et à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 8**

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ÉNÉDIS SUR LA PARCELLE CADASTRÉE BD 0001 RUE GUSTAVE EIFFEL – ANNEXES

Vu l'article L. 2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Selon les dispositions de l'article L. 2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques, des servitudes établies par conventions passées entre les propriétaires, conformément à l'article 639 du Code civil, peuvent grever les biens des personnes publiques qui relèvent du domaine public, si leur existence est compatible avec leur affectation.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ÉNÉDIS projette de mettre en place 7 ml de câble souterrain BTA 240AL à poser dans une tranchée d'une largeur totale d'un mètre, ainsi qu'une armoire jaune, sur la parcelle cadastrée section BD 0001 dont la commune est propriétaire.

Les charges et conditions de cette opération sont prévues par la convention que la commune doit passer avec ENEDIS afin de l'autoriser à la réaliser.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention de servitude de passage avec ÉNÉDIS annexée à la présente.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette convention de servitude et tous documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 9**

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : GESTION DU DOMAINE FONCIER COMMUNAL

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : CONVENTION DE SERVITUDE DE PASSAGE AVEC ÉNÉDIS SUR LA PARCELLE CADASTRÉE AB 868 AVENUE DES PINS – ANNEXES

Vu l'article L. 2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Dans le cadre du remplacement du tarif vert alimentant le Centre technique municipal et le Palais des fêtes par un tarif jaune, ÉNÉDIS projette de mettre en place 2 ml de câble souterrain BTA 150AL avec une largeur totale de la tranchée d'un mètre, une armoire « tarif jaune » à poser, et un coffret ECP2D à encastrer, sur la parcelle cadastrée section AB 868 dont la commune est propriétaire.

Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention de servitude autorisant ÉNÉDIS à réaliser cette opération.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention de servitude de passage annexée à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette convention de servitude et tous documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 10**

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : URBANISME ET AMÉNAGEMENT

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : APPROBATION DE LA CONVENTION CADRE POUR L'INSTAURATION DE SERVITUDES D'ANCRAGE SUR DES FAÇADES D'IMMEUBLES PRIVÉS – ANNEXE

Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Dans le cadre des animations régulières organisées par la commune et de l'aménagement du Cours de la République et du centre-ville, des éléments matériels de décoration et

d'ornement doivent être positionnés sur des supports tels que des filins ou des câbles, entre les façades de bâtiments privés et des immeubles appartenant à la commune.

L'implantation de ces éléments matériels nécessite que la commune soit autorisée à fixer des points d'ancrage sur les façades d'immeubles privés. Les propriétaires concernés seront informés et une convention fixant les modalités et les obligations des deux parties leur sera soumise pour accord et signature. La convention cadre de servitude d'ancrage présentée en annexe sera utilisée pour formaliser cette transaction.

Cette convention cadre a pour objet de formaliser cet accord et de préciser les conditions juridiques et techniques d'implantation et d'entretien des éléments qui seront fixés, ainsi que les droits et obligations des parties.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

**1/ Approuver** la convention cadre pour la pose de filins et de câbles de fixation sur des façades privées entre la commune et les propriétaires des immeubles concernés, pour le déploiement de divers équipements ou décorations, d'éclairages festifs, d'ornements ou de sonorisation.

**2/ Autoriser** Monsieur le Maire à signer cette convention avec chaque propriétaire concerné ainsi que tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 11**

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : URBANISME ET AMÉNAGEMENT

RAPPORTEUR : GUY VIVES

OBJET : AVIS CONSULTATIF SUR LA CRÉATION D'UNE CHAMBRE FUNÉRAIRE À LÉZIGNAN-CORBIÈRES

Vu l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article R. 2223-74 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le courrier du préfet de l'Aude du 4 juin 2024 relatif à la demande de création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières,

Considérant que le Conseil Municipal donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'Etat dans le département.

Considérant que l'article R. 2223-74 du Code Général des Collectivités Territoriales soumet la création ou l'extension d'une chambre funéraire à l'autorisation du préfet dans le département, lequel doit préalablement consulter le Conseil municipal pour avis.

Considérant qu'une demande de création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières a été présentée à la préfecture de l'Aude par Monsieur Didier CRABOL, gérant de la SARL CRABOL, sise 9 chemin du Poux à Leuc.

Considérant qu'un avis consultatif relatif à la création de cette chambre funéraire a été demandé par le préfet de l'Aude au Conseil municipal en date du 4 juin 2024.

Considérant qu'après consultation des personnes publiques, services et commissions intéressés, le service de l'urbanisme de la commune proposera à la signature de M. le Maire un arrêté favorable assorti des éventuelles prescriptions émises par ces services et commissions.

Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable sur cette question.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 12**

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEURE : CHRISTINE BÉNET

OBJET : RÈGLEMENT DU FONCTIONNEMENT DES SERVICES SCOLAIRES ET PÉRISCOLAIRES – ANNEXE

Vu la circulaire interministérielle n° 2001-118 du 25 juin 2001 relative à la restauration scolaire,  
Vu la délibération du Conseil municipal n° 2021-088 en date du 18 juin 2021 portant modification du règlement de l'ALAE,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2021-089 an date du 18 juin 2021 portant modification des règlements des études et des garderies,

Vu la délibération du Conseil municipal du 18 juin 2021 n° 2021-090 portant modification du règlement de l'accueil périscolaire,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2021-091 du 18 juin 2021 portant modification du règlement du restaurant scolaire,

Les écoles publiques de Lézignan-Corbières disposent de plusieurs règlements régissant le fonctionnement de l'accueil périscolaire du mercredi, de l'ALAE, du restaurant scolaire, des garderies des écoles maternelles et primaires ainsi que des études des écoles primaires.

Ces différents services offerts aux enfants et aux parents d'élèves sont cofinancés par la CAF au travers d'une subvention de fonctionnement. Suite à un contrôle effectué par la CAF de l'Aude sur l'activité de ces services le 9 février 2024, les différents règlements doivent être modifiés pour intégrer des informations imposées par cette dernière.

Le service municipal de l'éducation a donc travaillé à un règlement unique, proposé en annexe de la présente, dont le contenu est soumis au Conseil municipal a été approuvé par la CAF de l'Aude.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** ce règlement unique régissant le fonctionnement de l'accueil périscolaire du mercredi, de l'ALAE, du restaurant scolaire, des garderies des écoles maternelles et primaires ainsi que des études des écoles primaires, tel qu'annexé à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **DOSSIER N° 13**

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEURE : CHRISTINE BÉNET

OBJET : CONVENTION D'HABILITATION INFORMATIQUE « STRUCTURES » CONCERNANT LA MISE EN LIGNE SUR LE SITE MONENFANT.FR DE DONNÉES RELATIVES AUX ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES RÉFÉRENCÉS SUR LE SITE – ANNEXE

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018,

Vu la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles,

Pour accompagner et informer les familles tout au long de leur vie de parents (petite enfance, enfance et adolescence) la Caisse Nationale des Allocations Familiales a créé le site [www.monenfant.fr](http://www.monenfant.fr). Il a pour vocation d'accompagner et d'informer les familles tout au long de leur vie de parents (petite enfance, enfance et adolescence).

Il vise notamment à faciliter les recherches des familles en matière d'accueil d'enfants, en leur permettant de disposer d'une information personnalisée sur les différentes offres existantes, collectives et individuelles, quel que soit leur lieu de résidence ou de travail. Ce site recense la quasi-totalité des structures d'accueil, établissements d'accueil du jeune enfant, d'accueil de loisirs et des services d'accompagnement des familles financés par les allocations familiales, ainsi que les assistants maternels ayant donné leur accord pour être référencés, à l'exception de la garde à domicile qui relève du secteur marchand.

Cette offre de service va dans le sens souhaité par les pouvoirs publics s'agissant de l'information des familles, du développement de l'offre d'accueil en direction des jeunes enfants et de la valorisation des actions portées par les acteurs de l'enfance, de la jeunesse et de la parentalité. À ce titre, il est notamment prévu d'enrichir et de mettre à jour les données relatives aux établissements d'accueil et services figurant sur le site [www.monenfant.fr](http://www.monenfant.fr) par des informations portant sur les modalités de fonctionnement des établissements, les disponibilités d'accueil des établissements d'accueil du jeune enfant.

Pour ce faire, un espace professionnel extranet est mis à disposition des partenaires autorisés à renseigner ces informations. La CNAF est responsable de ce traitement au sens de l'article 4.7 du RGPD. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'extranet, il est prévu la signature d'une convention d'habilitation informatique entre la CAF et le fournisseur, en l'occurrence la commune de Lézignan-Corbières, habilitée à renseigner les informations sur les établissements précités. La présente convention a donc pour but de formaliser entre la ville de Lézignan-Corbières et la CAF les modalités de diffusion sur le site [www.monenfant.fr](http://www.monenfant.fr) des informations précitées.

L'adoption de cette convention fait suite à un contrôle effectué par la CAF de l'Aude sur l'activité de ces services le 9 février 2024.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

**1/ D'approuver** la convention annexée à la présente délibération.

**2/ D'autoriser** M. Le Maire à signer tous les documents rendus nécessaires par le contrôle de la CAF de l'Aude du 9 février 2024.

**3/ D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

## **QUESTION ORALE POSÉE PAR LES MEMBRES DU GROUPE « EXPÉRIENCE ET PROGRÈS POUR LÉZIGNAN »**

Monsieur le Maire,

Une nouvelle crèche est prévue sur la ville de Lézignan-Corbières, une réalisation indispensable aux familles, réalisable dans les 2 années qui viennent. Cette réalisation permettrait, en outre, de rénover la halte-garderie du centre-ville dont la remise aux normes est urgente.

La communauté de communes de la région lézignanaise s'est engagée à ce que cette crèche voit le jour.

Nous pensons qu'il est grand temps d'aboutir sur ce dossier qui n'a que trop traîné en longueur.

Certes, la CCRLCM est propriétaire du terrain dédié à ce projet qui, cependant, reste en suspens en attente de la finalisation des échanges de surfaces nécessaires au démarrage des travaux selon la règle communautaire.

Vous nous avez fait part lors du dernier conseil municipal de votre décision de faire faire le document d'arpentage, au millimètre, pour que l'acte puisse se réaliser, en précisant : « tout est calé »

Il y a besoin, comme vous le savez, d'une délibération du conseil municipal. Pouvons-nous avoir la certitude que ce point sera inscrit au Conseil Municipal de septembre ?

## **TENEUR DES DISCUSSIONS**

**Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h.**

**M. FORCADA :** Bonsoir à tous. Je vous remercie d'être présents pour la dernière séance de ce semestre. La secrétaire de séance, Bérengère LÉCÉA va procéder à l'appel.

*[Il est procédé à l'appel des présents.]*

**Mme LÉCÉA :** Donc le quorum est atteint, il est 18 heures, je déclare la séance du Conseil municipal ouverte.

**M. FORCADA :** Merci.

Pour les dossiers 4 et 5 concernant les subventions, les personnes qui seront concernées seront appelées à sortir. Merci.

### **1 - Approbation du PV de la séance du Conseil municipal du 28 mai 2024**

**M. FORCADA :** Qui a des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?... Adopté, je vous remercie.

### **Le Conseil municipal approuve à l'unanimité**

### **2 - Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal**

**M. FORCADA :** La liste des décisions du maire :

- Convention de mise à disposition de moyens humains et matériels entre la commune de Lézignan et l'Union des délégués départementaux de l'Éducation nationale de l'Aude, pour l'organisation d'une exposition de panneaux créée par l'Office national des combattants et des victimes de guerre, sur le thème « les Français libres et leur chef, le Général de Gaulle », du 3 juin au 6 juin, à titre gracieux.

- Autorisation d'occupation temporaire du terrain de camping municipal accordé aux gestionnaires de la SARL Camping La Pinède jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2024, pour un montant global et forfaitaire de 500 euros. Cet AOT est nécessaire pour le stockage de leurs biens de reprise et de leurs biens propres, dans l'attente de l'issue de la procédure de DSP.

- Contrat de prestation de services entre la commune de Lézignan-Corbières et la société AMK pour la réalisation de la transcription des procès-verbaux des séances du Conseil municipal, avec facturation pour chaque séance après livraison, pour un montant de 120 euros hors taxe, 144 euros TTC, pour une heure d'enregistrement sonore.

- Convention de mise à disposition d'un bien communal public à titre précaire : il s'agit de la maison individuelle située 6, rue du château, comme d'habitude, à titre précaire, avec un loyer modéré à partir du 1<sup>er</sup> juin et pour une durée d'un mois.

- Convention de mise à disposition temporaire d'un bien communal au profit de Madame Marlène Pailhiez et de Monsieur Julien Pailhiez, dans le cadre de l'accord transactionnel passé le 18 avril 2024. Le contrat de travail de Madame Marlène Pailhiez prévoit la mise à disposition de la maison située sur le camping, à titre gratuit, du 19 avril au 30 novembre 2024, afin d'exercer une mission de gardiennage.

Je demande au conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.



## **Le Conseil municipal prend acte sans observation**

### **3. Instauration de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour l'élection (IFCE)**

**M. FORCADA :** Il appartient au Conseil municipal d'instaurer l'indemnité forfaitaire complémentaire pour les élections, aux agents ayant accompli des travaux supplémentaires à l'occasion d'une consultation électorale visée par l'arrêté du 27 février 1962, et qui ne peuvent bénéficier du régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires, en déterminant le crédit global affecté à cette indemnité. Considérant que l'IFCE fait partie des éléments de rémunération liés à une sujétion particulière, et que seuls des agents employés par une commune sont susceptibles de la percevoir lors des élections présidentielles, législatives, régionales, départementales, municipales, européennes et les consultations par voie de référendum, certains agents municipaux sont amenés à effectuer des heures supplémentaires : tenues des bureaux de vote, montages et démontages du matériel, organisation et logistique des scrutins. Ces travaux supplémentaires effectués par les agents lors de ces consultations électorales peuvent être compensés de trois manières différentes : soit en récupérant le temps de travail effectué ; soit par le paiement d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les agents éligibles aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires, l'IHTS ; soit, pour les autres, par la perception de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour l'élection, l'IFCE.

Les agents titulaires et contractuels relevant de la catégorie A ne peuvent bénéficier de l'IHTS et ne peuvent percevoir que l'IFCE, pour leur participation aux scrutins électoraux. Le montant de référence est celui de l'IHTS de deuxième catégorie, auquel est appliqué le coefficient qui peut être fixé entre 0 et 8, multiplié par le nombre de bénéficiaires relevant de la catégorie A, attaché territorial.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'instituer, selon les modalités et suivant les montants définis dans l'arrêté du 27 février 1962 et du décret 2002-1963, l'indemnité forfaitaire complémentaire pour l'élection, et de préciser que le montant de référence de calcul sera celui de l'IHTS de deuxième catégorie, assorti d'un coefficient 8 ; d'étendre le bénéfice de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour l'élection aux agents contractuels de droit public de la commune, selon les mêmes conditions et modalités que celles applicables aux fonctionnaires des grades et fonctions de référence ; et de m'autoriser à fixer les attributions individuelles dans les limites des crédits inscrits, et les modalités de calcul de l'indemnité forfaitaire complémentaire pour l'élection ; et de décider que le calcul d'indemnité sera effectué après chaque tour de consultation électorale. Il convient d'en délibérer.

Y a-t-il des observations, des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, je vous remercie.

## **Le Conseil municipal approuve à l'unanimité**

### **4. Subventions annuelles aux associations**

*M. Freddy NOLOT et Mme Marie-Claude MARTINEZ, intéressés à l'affaire, sortent de la salle et ne participent ni aux débats ni au vote.*

**M. FORCADA :** Conformément au Code général des collectivités territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M57, le Conseil municipal délibère sur le versement des subventions annuelles aux associations. Il y a lieu de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la municipalité à la vie associative. Il est proposé aujourd'hui d'arrêter les montants des subventions annuelles aux associations qui n'avaient pas pu présenter un dossier complet, avant la réunion de la commission pour attribution qui s'était réunie avant la séance du Conseil municipal du 28 mai dernier.

Considérant que les associations concernées ont déposé un dossier de demande de subvention complet, et participent bien au développement d'actions d'intérêt local ;  
Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours ;  
Il est proposé au Conseil municipal de verser aux associations les subventions annuelles comme suit :

- Le FCL pour la section féminine, 5 000 euros
- Le FCL XIII pour la section jeunes, 10 000 euros
- Patrimoine et culture du lézignanais, 300 euros.

De verser aux associations les subventions annuelles pour l'exercice 2024 pour un montant total de 15 300 euros, selon les données présentées ci-dessus ;  
Et de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 à l'imputation comptable 65 758, budget adopté par le Conseil municipal dans la délibération 2024-052 du 11 avril 2024.  
Il convient d'en délibérer.  
Vous avez des questions ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Je vous remercie.

**Le Conseil municipal approuve à l'unanimité**

*M. Freddy NOLOT et Mme Marie-Claude MARTINEZ reviennent dans la salle.*

## **5. Subvention exceptionnelle à l'association sportive du collège Joseph Anglade**

**M. FORCADA :** La commune a fait l'objet d'une sollicitation par le Président de l'association sportive du collège Joseph Anglade afin de couvrir tout ou partie des dépenses de transport et d'hébergement pour les six élèves et deux accompagnants, sélectionnés aux championnats UNSS d'athlétisme, qui se sont déroulés à Belfort du 17 au 20 juin 2024. L'aide financière sollicitée pour ce projet relève de nombreux objectifs pédagogiques, et valorisera la formation des élèves de notre commune. L'association participera bien au développement d'actions d'intérêt local.

Considérant que les crédits nécessaires sont bien inscrits au budget de l'exercice en cours, il est donc proposé au Conseil municipal d'apporter un soutien financier à ce projet ; de fixer le montant de la subvention à 1 000 euros, attribuée à l'association du collège Joseph Anglade, support de ce projet ; et de m'autoriser à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour complément d'information, ces jeunes ont terminé en 17<sup>ème</sup> position sur 89 établissements. Je pense qu'ils ont fait une performance sympathique. S'il n'y a pas de questions, je passe au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée. Je vous remercie.

**Le Conseil municipal approuve à l'unanimité**

## **6. Rapport sur les travaux de la Commission consultative des services publics locaux 2023**

**M. FORCADA :** La loi prévoit que le Président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux présente à son assemblée délibérante avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Le rapport des travaux de la commission pour l'année 2023 est le suivant :

- La composition de la commission consultative des services publics locaux a été renouvelée par le Conseil municipal du 29 août 2023 et sa composition est la suivante :

moi-même, comme Président ; titulaires, Madame Christine Benet, William Combes, Guy Vives, Bérengère Lecea, Thierry Denard ; et les suppléants : Mireille Santini, Jean-Claude Lavaud, Sylvie Danré, Daniel Larrigole et Sophie Courrière-Calmon ; des représentants de la société civile et de consommateurs, le représentant de l'UFC Que Choisir de l'Aude, le représentant de l'Union départementale des associations familiales de l'Aude et le représentant de l'association Consommation, logement et cadre de vie.

La Commission s'est réunie une fois le mercredi 27 septembre 2023. Les points de l'ordre du jour de cette réunion étaient les suivants :

- L'examen du rapport annuel du délégataire du service public de l'eau potable pour 2022, le rapport présenté par les représentants de Véolia
- L'examen du rapport annuel du délégataire du service public de l'assainissement pour 2022, rapport présenté par les représentants de la SAUR.
- L'examen du rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement, rapport présenté par les services techniques de la Commune

Le compte rendu de la réunion mentionne qu'après que les membres de la Commission aient posé différentes questions et obtenu des réponses apportées par les rapporteurs, ces trois documents n'ont pas fait objet de remarques particulières. Il est de ma responsabilité de vous demander de prendre acte du présent rapport sur les travaux de la commission consultative des services publics locaux pour l'année 2022.

**Le Conseil municipal prend acte sans observation.**

## **7. Rapports annuels des délégataires de service public pour l'Eau potable (VÉOLIA) et l'Assainissement (SAUR) pour l'exercice 2023**

### **M. MASUYER :**

Vu les différents articles du Code de la commande publique qui prévoient que le délégataire d'un service public produit chaque année pour l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public, et une analyse de la qualité du service, ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. Vu l'article 129 de la loi 2015-981 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu l'article 14 de la loi engagement et proximité n°2019-1461 du 27 décembre 2019, relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

Vu les rapports annuels 2023 des délégataires pour le service public d'eau potable (Véolia) et pour le service public d'assainissement (SAUR) ;

Vu l'avis de la commission consultative des services publics locaux du 14 juin 2024 ;  
Considérant que les rapports annuels des délégataires ont pour vocation d'apporter aux élus dans un premier temps, puis aux administrés dans un second temps, des informations utiles sur les services publics concernés.

Avant de vous demander de prendre acte et d'autoriser Monsieur le Maire, un petit rappel des activités de l'année. Comme chaque année, les sociétés délégataires de service public sont tenues de remettre, avant le 31 mai, à l'autorité d'élégante un rapport d'activité de l'exercice clôt au 31 décembre de l'année précédente.

Les deux délégations de service public qui nous concernent pour le moment sont l'adduction d'eau potable avec Véolia et l'assainissement collectif des eaux usées avec la SAUR. La

compétence « service public d'assainissement collectif » est exercée par la Communauté de communes.

Succinctement, les faits marquants concernant l'eau potable pour 2023 :

- Le volume d'eau mis en distribution s'est élevé à 956 944 mètres cubes, soit une baisse légèrement inférieure à 5 %, exactement 4,71 %, par rapport à 2022.

- Environ 557 000 mètres cubes, exactement 556 858 mètres cubes, ont été prélevés au niveau des puits de Roque Ferrande ; et environ 400 000 mètres cubes, 400 086 exactement, ont été achetés au SIRO. 715 000 ont été vendus aux abonnés en année entière, hors gros volumes, notamment pour dépanner les communes en souffrance. Soit une baisse de l'ordre de 2 % de ventes.

- Le rendement du réseau : le rapport entre les volumes produits et les volumes de l'usage est identifié et passe de 74,4 % à 76,9 %, conséquence du renouvellement de réseaux identifiés, comme fuyants. Il est rappelé que l'objectif de rendement fixé par le Grenelle 2, en ce qui nous concerne, est de 69,05 %. La qualité de l'eau distribuée est irréprochable. 100 % des prélèvements effectués par l'ARS se sont avérés conformes, tant d'un point de vue microbiologique que physico-chimique.

- Le prix de l'eau potable, calculé sur la base d'une consommation annuelle de 120 mètres cubes, est resté relativement stable, en passant de 2,75 euros/le mètre cube à 2,78 euros/le mètre cube. Nous reviendrons sur ce point et il en sera de même pour l'assainissement, quand nous examinerons le rapport sur le prix et la qualité de service, avant le 30 septembre, pour ces deux compétences.

En ce qui concerne l'assainissement, il faut informer que l'examen du rapport par la Commission consultative du service public de l'eau, a permis de mettre à jour différentes incohérences entre les rapports du délégataire de l'eau potable et celui de l'assainissement, sur les volumes facturés aux usagers mentionnés. Il s'avère que c'est le RAD de la SAUR de 2022, servant de base de comparaison avec celui de 2023, qui contient des anomalies dues à des incompréhensions quant aux données fournies par Véolia, qui est en charge de la totalité de la facturation pour l'eau potable et aussi pour l'assainissement.

Véolia, sollicité par nos soins, vient de nous transmettre, aujourd'hui, les chiffres corrigés.

- En 2023, 757 600 mètres cubes d'effluents ont été épurés à la station contre 1 087 000 mètres cubes en 2022. Il s'agit là de données mesurées en station, qui montrent la sensibilité de notre réseau d'assainissement à l'entrée d'eaux claires ou parasites, l'année 2022 ayant été plus pluvieuse que l'année 2023.

- Sur un peu plus de 557 000 mètres cubes réellement traités en station, seuls 542 800 sont assujettis, ou plus clairement facturés aux usagers contre 594 700 en 2022, et non 712 200, comme mentionné dans le RAD. La baisse réelle des volumes assujettis est donc de 2 %, parfaitement en cohérence cette fois avec la baisse constatée pour la vente d'eau potable.

- Le nombre de branchements raccordés au réseau et à la station est de 5 161 en 2023 contre 5 135 en 2022. Ce sont les dernières données de Véolia.

- Le taux de conformité est moins bon en 2023 qu'en 2022, 95,8 %, puisqu'il n'était pas possible de faire mieux que 100 %. Les quelques non-conformités sont listées en page 166 de votre double synthèse. Je tiens toutefois à préciser que ces non-conformités ne remettent pas en cause la conformité globale de la station. À noter que le délégataire a mis en place, au cours de l'exercice 2023, un système visant à améliorer le rendement énergétique de la station sans modifier la qualité épuratoire de l'équipement. C'est le procédé « AMONER » Nous en reparlerons l'année prochaine, car les premiers résultats paraissent convaincants.

-Enfin, le prix de l'eau passerait de 1,50 euro le mètre cube en 2022, toujours sur la base de facturation de 120 mètres cubes annuels, à 1,61 euro le mètre cube pour cette année.

Je vous invite donc à prendre acte de la présentation de ces deux rapports.

Suite à cela, je vous demande de prendre acte de la présentation du rapport annuel du délégataire du service de l'eau par le délégataire Véolia, ainsi que du rapport annuel du service de l'assainissement par le délégataire SAUR pour l'exercice 2023, tel qu'annexés à la présente.

Et enfin, d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier ; d'en assurer la diffusion auprès des autorités compétentes et du public, et à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Merci. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, je vous remercie.

**Le Conseil municipal approuve à l'unanimité**

#### **8. Convention de servitude de passage avec Enedis sur la parcelle cadastrée BD 0001, rue Gustave Eiffel – Annexe**

**M. MASUYER :**

Vu l'article L. 2122-4 du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Selon les dispositions de l'article L.1222-4 du Code général de la propriété des personnes publiques, les servitudes établies par convention passée entre les propriétaires, conformément à l'article 639 du Code civil, peuvent grever les biens des personnes publiques qui relèvent du domaine public, si leur existence est compatible avec leur affectation.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, ENEDIS projette de mettre en place sept mètres linéaires de câbles souterrains BTA 240AL, à poser dans une tranchée d'une largeur totale d'un mètre, ainsi qu'une armoire jaune sur la parcelle cadastrée BD 0001, dont la commune est propriétaire. Les charges et conditions de cette opération sont prévues par la convention que la commune doit passer avec ENEDIS, afin de l'autoriser à la réaliser.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal d'approuver la convention de servitude de passage avec ENEDIS, annexée à la présente, et d'autoriser Monsieur le Maire à signer toute convention de servitude et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des remarques, des questions ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, merci.

**Le Conseil municipal approuve à l'unanimité**

#### **9. Convention de servitude de passage avec ENEDIS sur la parcelle cadastrée AB 868, Avenue des Pins – Annexe**

**M. MASUYER :**

Vu les différents articles du Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu l'article 639 du Code civil ;

Dans le cadre du remplacement du tarif vert alimentant le centre technique municipal et le Palais des fêtes pour un tarif jaune, ENEDIS projette de mettre en place deux mètres linéaires de câbles

souterrains, BTA 150 AEL, avec une largeur totale de la tranchée d'un mètre. Une armoire tarif jaune est à poser, et un coffret ECPED à encasturer sur la parcelle cadastrée section AB 868, dont la commune est propriétaire.

Pour ce faire, il est nécessaire de signer une convention de servitude autorisant ENEDIS à réaliser cette opération. Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la convention de servitude de passage annexée à la présente délibération ; et d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention de servitude et tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des questions ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, merci.

**Le Conseil municipal approuve à l'unanimité**

### **10. Approbation de la convention cadre pour l'instauration de servitudes d'ancrage sur des façades d'immeubles privés**

**M. MASUYER :**

Vu l'article L.2121-29 du Code Général des collectivités territoriales, dans le cadre des animations régulières organisées par la commune et de l'aménagement du Cours de la République et du centre-ville, des éléments matériels de décoration et d'ornement doivent être positionnés sur des supports, tels que des filins ou des câbles, entre les façades de bâtiments privés et des immeubles appartenant à la Commune.

L'implantation de ces éléments matériels nécessite que la Commune soit autorisée à fixer des points d'ancrage sur les façades d'immeuble privés. Les propriétaires concernés seront informés, et une convention fixant les modalités et les obligations des deux parties leur sera soumise pour accord et signature. La convention cadre de servitude d'ancrage présentée en annexe sera utilisée pour formaliser cette transaction. Cette convention cadre a pour objet de formaliser cet accord et de préciser les conditions juridiques et techniques d'implantation et d'entretien des éléments qui seront fixés, ainsi que les droits et obligations des parties.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal de bien vouloir approuver la convention cadre pour la pose de filins et de cadres de fixation sur des façades privées entre la commune et les propriétaires des immeubles concernés, pour le déploiement de divers équipements ou décorations d'éclairage festif, d'ornements ou de sonorisation ; enfin, d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les conventions avec chaque propriétaire concerné, ainsi que tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des questions ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, merci.

**Le Conseil municipal approuve à l'unanimité**

### **11. Avis consultatif du Conseil municipal sur la création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières**

**M. VIVÈS :**

Vu les articles L.2121-29 et R.2223-74 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le courrier du préfet de l'Aude du 4 juin 2024, relatif à la demande de création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières ;

Considérant que le Conseil municipal donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'État dans le département ;  
Considérant que l'article R.2223-74 du Code de général des collectivités territoriales soumet la création ou l'extension d'une chambre funéraire à l'autorisation du préfet dans le département, lequel doit préalablement consulter le conseil municipal ;

Considérant qu'une demande de création d'une chambre funéraire à Lézignan-Corbières a été présentée à la Préfecture de l'Aude par Monsieur Didier Crabol, gérant de la SARL Crabol, sise 9, chemin du poux à Leuc ;

Considérant que l'avis consultatif relatif à la création de cette chambre funéraire a été demandé par le préfet de l'Aude au Conseil municipal en date du 4 juin 2024 ;

Considérant qu'après consultation des personnes publiques et services et commissions intéressées, le service de l'urbanisme de la commune proposera à la signature de Monsieur le Maire, un arrêté favorable assorti des éventuelles prescriptions émises par ces services et commissions ;

Il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis favorable sur cette question. Merci.

**M. FORCADA** : Des remarques ? Votre avis ? Est-ce qu'il faut aller contre ? Des abstentions ? Avis favorable, je vous remercie.

**Le Conseil municipal donne un avis favorable à l'unanimité**

## **12. Règlement du fonctionnement des services scolaires et périscolaires**

**M. CAUMEIL** : Bonjour Mesdames, bonjour Messieurs. Je vous fais grâce des vus.

Les écoles publiques de Lézignan-Corbières disposent de plusieurs règlements régissant le fonctionnement de l'accueil périscolaire du mercredi, de l'ALAE, du restaurant scolaire, des garderies, des écoles maternelles et primaires, ainsi que des études des écoles primaires. Ces différents services offerts aux enfants et aux parents d'élèves sont cofinancés par la CAF au travers d'une subvention de fonctionnement.

Suite à un contrôle effectué par la CAF de l'Aude sur l'activité de ces services, le 9 février 2024, les différents règlements doivent être modifiés pour intégrer des informations imposées par cette dernière. Le service municipal de l'éducation a donc travaillé à un règlement unique proposé en annexe de la présence, dont le contenu est soumis au Conseil municipal, et a été approuvé par la CAF de l'Aude.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver ce règlement unique régissant le fonctionnement de l'accueil périscolaire du mercredi, de l'ALAE, du restaurant scolaire, des garderies, des écoles maternelles et primaires, ainsi que des études des écoles primaires, telles qu'annexé à la présente délibération ; et d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

**M. FORCADA** : Des questions ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, merci.

**Le Conseil municipal approuve à l'unanimité**

## **13. Convention d'habilitation informatique « structures » concernant la mise en ligne sur le site monenfant.fr de données relatives aux établissements et services référencés sur le site – Annexe**

**M. GARCIA :** Pour accompagner et informer les familles tout au long de leur vie de parents, pour la petite enfance, l'enfance et l'adolescence, la Caisse nationale des allocations familiales a créé le site [www.monenfant.fr](http://www.monenfant.fr). Ce site a pour vocation d'accompagner et d'informer les familles tout au long de leur vie de parents, pour la petite enfance, l'enfance et l'adolescence. Ce site vise notamment à faciliter les recherches des familles en matière d'accueil d'enfants, en leur permettant de disposer d'une information personnalisée sur les différentes offres existantes, collectives et individuelles, quels que soient leurs lieux de résidence ou de travail.

Ce site recense la quasi-totalité des structures d'accueil, établissements d'accueil du jeune enfant, d'accueil de loisirs et des services d'accompagnement des familles, financés par les allocations familiales. Ainsi que des assistants maternels ayant donné leur accord pour être référencés, à l'exception de la garde à domicile, qui relève du secteur marchand.

Cette offre de service va dans le sens souhaité par les pouvoirs publics, s'agissant de l'information des familles, du développement de l'offre d'accueil en direction des jeunes enfants, et de la valorisation des actions portées par les acteurs de l'enfance, de la jeunesse et de la parentalité.

À ce titre, il est notamment prévu d'enrichir et de mettre à jour les données relatives aux établissements d'accueil et services figurant sur le site [monenfant.fr](http://monenfant.fr), par des informations portant sur les modalités de fonctionnement des établissements, les disponibilités d'accueil des établissements d'accueil du jeune enfant. Pour ce faire, un espace professionnel extranet est mis à disposition des partenaires autorisés à renseigner ces informations.

La CNAPE est responsable de ce traitement au sens de l'article 4.7 du RGPD. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'extranet, il est prévu la signature d'une convention d'habilitation informatique entre la CAF et le fournisseur, en l'occurrence la Commune de Lézignan-Corbières, habilitée à renseigner les informations sur les établissements cités.

La présente convention a donc pour but de formaliser entre la Ville de Lézignan-Corbières et la CAF, les modalités de diffusion sur le site [monenfant.fr](http://monenfant.fr) des informations citées. L'adoption de cette convention fait suite à un contrôle effectué par la CAF de l'Aude sur l'activité de ces services le 9 février 2024.

Il est donc proposé au conseil municipal, premièrement, d'approuver la convention annexée à la présente délibération ; deuxièmement, d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents rendus nécessaires par le contrôle de la CAF de l'Aude du 9 février 2024 ; d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, la convention étant en pièce jointe à l'annexe.

Il convient maintenant d'en délibérer.

**M. FORCADA :** Des questions ? On passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée, je vous remercie.

### **Le Conseil municipal approuve à l'unanimité**

#### **14. Question du Groupe « Expériences et Progrès pour Lézignan »**

**Mme BAROUSSE :** Bonsoir Monsieur le Maire. Tout d'abord, je vous remercie de nous autoriser à présenter cette question lors de cette assemblée.

Une nouvelle crèche est prévue sur la ville de Lézignan-Corbières, une réalisation indispensable aux familles, réalisable dans les deux années qui viennent. Cette réalisation permettrait en outre de rénover la garderie du centre-ville dont la remise aux normes est urgente. La Communauté de communes de la région de Lézignan-Corbières et du Minervois s'est engagée à ce que cette crèche voit le jour. Nous pensons qu'il est grand temps d'aboutir sur ce dossier qui n'a que trop traîné en longueur



La CCRLCM, propriétaire du terrain dédié à ce projet reste dans l'attente de la finalisation des échanges de surface, nécessaires au démarrage des travaux selon la règle communautaire. Vous nous avez fait part lors du dernier Conseil municipal de votre décision de faire faire le document d'arpentage au millimètre près, pour que l'acte puisse se réaliser en précisant, je vous cite : « Tout est calé ». Il y a besoin, comme vous le savez, d'une délibération du Conseil municipal. Pouvons-nous avoir la certitude que ce point sera inscrit au Conseil municipal de septembre ?

**M. FORCADA :** Merci. Quelle constance ! C'est le quatrième Conseil municipal pendant lequel le groupe Expériences-Progrès aborde le même sujet, et obtiendra les mêmes réponses. Ce transfert de compétences concernant la gestion de la crèche date de 2018. Depuis, les locaux sont toujours les mêmes. Malgré les trois contrôles qui ont été effectués par la PMI, qui a appelé le délégataire, la Commune doit prendre des décisions pour pouvoir agir.

J'ai l'impression que l'on veut faire porter à notre commune une responsabilité qui n'est pas la sienne, puisque le transfert de compétences entraîne bien entendu des dispositions qui sont nécessaires et utiles à prendre par le délégataire. Depuis la dernière réunion avec la Communauté de communes, qui date du 26 avril, nous attendons toujours les éléments qu'ils se sont engagés à nous donner, mais que nous n'avons toujours pas reçus. À savoir le besoin réel, et je disais au millimètre bien sûr, parce que ce n'est pas la peine de vendre un terrain qui soit peut-être trop petit pour le projet, ou trop grand. Si nous n'avons pas l'esquisse, en tout cas les prévisions d'un professionnel, et si elle n'est pas conforme, évidemment, la crèche actuelle sera fermée.

Donc, cherchez le responsable. Et dans le commentaire d'ailleurs de notre réunion, le compte-rendu du 25 janvier indique que la CAF et la Communauté de communes sont favorables à l'implantation. Il est rappelé que la crèche de Lézignan n'est plus adaptée, elle est énergivore, elle n'est pas conforme aux décrets réglementaires, ce qui implique de ne pas ouvrir au plus tard en septembre 26, sous peine de pertes de place sur le territoire.

Les services de la commune ont tout fait, proposé de traiter ce dossier, parce qu'il faut bien sûr un permis de construire. Et nous attendons toujours les éléments pour ça.

Je vous félicite pour la constance de vos questions sur ce sujet et je lève la séance de ce conseil.

---

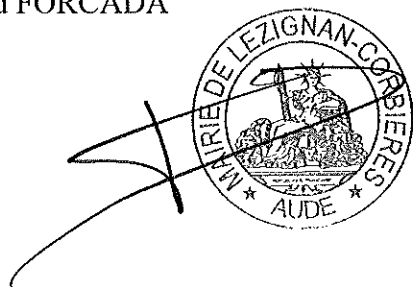
**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à l'unanimité sans question ni observation**

Procès-verbal établi et clos le 10 septembre 2024.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,  
Gérard FORCADA



Le secrétaire de séance,  
Michel MASUYER

A handwritten signature in black ink, appearing to be "M. Masuyer".

